

Grâce à un réseau de membres actifs au Viêt Nam et à travers le monde, le Parti pour la Réforme du Viêt Nam (Viêt Tân) veut promouvoir la démocratie et la réforme du pays par des moyens pacifiques

Rencontre avec l'ambassadeur des Etats-Unis au Viêt Nam



Photo de gauche : Hoang Tu Duy, Nguyen Trong Viet, Michael Michalak, Loretta Sanchez, Do Hoang Diem.
Photo de droite : L'ambassadeur Michalak, la députée Loretta Sanchez et les jeunes vietnamiens de Californie.

A l'invitation de la députée démocrate Loretta Sanchez, son excellence Michael Michalak, ambassadeur des États-Unis au Viêt Nam depuis deux mois, s'est rendu à Los Angeles pour rencontrer la communauté vietnamienne les 13 et 14 octobre 2007. La rencontre officielle s'est déroulée au Coastline Community College de Westminster, à 15h le dimanche 14 octobre.

Sommaire

- 1 Rencontre avec l'ambassadeur Michael Michalak
- 3 Des personnalités suisses s'expriment en faveur de la démocratie...
- 6 A propos de la lutte pour la démocratie en Birmanie
- 10 Rencontre avec des officiels Polonais
- 11 Le siège de la modernité
- 12 Ceux qui n'ont pas gagné le Nobel
- 13 De nouvelles grèves au Viêt Nam
- 15 De nouvelles manifestations des paysans plaignants

Le comité organisateur avait également invité MM. Dana Rohrabacher et Ed Royce, deux autres députés californiens, et Thomas J. Bohigian, directeur de cabinet du sénateur Barbara Boxer. De nombreux médias vietnamophones et anglophones étaient présents ainsi qu'environ 250 participants. C'était la première fois que l'ambassadeur Michalak s'adressait à la plus grande communauté vietnamienne d'outre-mer, respectant l'usage initié par Pete Peterson et renouvelé par Michael Marine, ses prédécesseurs.

La veille, le samedi 13 octobre, Michael Michalak avait consacré deux heures à une rencontre informelle avec le Parti Viêt Tân. La rencontre s'est déroulée au domicile du Dr Nguyen Trong Viet, membre du Comité Central du Viêt Tân. Une soixante de convives étaient présents parmi lesquels Loretta Sanchez et Thomas J. Bohigian. Côté vietnamien, on pouvait noter la présence du professeur Nguyen Chinh Ket (membre fondateur du Bloc 8406), M. Nguyen Tan Lac (président de la Com-

munauté vietnamienne de Californie), M. Do Hoang Diem (président du Viêt Tân), M. Hoang Tu Duy (membre du Comité Central) et d'autres personnes représentant plusieurs organisations. Le contenu des échanges avec Michael Michalak a porté essentiellement sur les sujets de la démocratie, du respect des droits de l'homme, des relations commerciales et d'une plus grande ouverture des universités américaines aux étudiants venus du Viêt Nam.

M. Nguyen Tan Lac a remis à l'ambassadeur une lettre présentant les préoccupations des Vietnamiens de Californie au sujet des atteintes aux droits de l'homme au Viêt Nam. Mlle Le Thanh Van de l'association VietAct a également remis à Michael Michalak une lettre présentant les préoccupations des jeunes Vietnamiens sur les maux de la société vietnamienne. M. Phan Dinh Quoc du Réseau des Jeunes Vietnamiens Engagés a exprimé à l'ambassadeur son souhait que l'ambassade des États-Unis assure la sécurité des jeunes Vietnamiens-américains

lorsqu'ils se rendent au Viêt Nam dans le cadre de programmes humanitaires.

Michael Michalak a indiqué qu'il

étudiera attentivement chaque requête et qu'il fera tout ce qui sera en son pouvoir pour la satisfaire. Il souhaite également pouvoir revenir périodiquement à Little Saigon pour s'entretenir avec sa communauté vietnamienne.

Mademoiselle Le Thanh Van (Mouvement de la Jeunesse Vietnamiennne Engagée) remet une lettre à l'ambassadeur Michael Michalak en présence de la député Loretta Sanchez, exprimant les préoccupations des jeunes vietnamiens à propos de la situation des droits de l'homme au Viêt Nam.



Echanges privés entre quelques membres du Comité Central du parti Viêt Tân (Dr Nguyen Trong Viet, Do Hoang Diem, Hoang Tu Duy) et l'ambassadeur Michael Michalak et la députée Loretta Sanchez

Echanges publics entre Thomas J. Bohigian (à gauche) l'ambassadeur Michael Michalak (au centre), la députée Loretta Sanchez (en bleu) et les personnalités de la communauté vietnamienne de Californie.

On remarque la présence du professeur Nguyen Chinh Ket, membre fondateur du Bloc 8406 (3^e homme assis en partant de la droite)



Il ne peut y avoir plus noble ambition que de s'engager aux côtés des défenseurs de la démocratie



Des confins de la Chine à la jungle de Birmanie, en passant par les rizières du Vietnam, des voix courageuses s'élèvent, des femmes et des hommes de conviction se dressent chaque

jour pour réclamer le respect des libertés fondamentales et des droits de l'homme.

Ces échos ne résonnent pas en vain et trouvent dans le monde entier des relais grâce à des per-

sonnalités. Ainsi, à Genève, terre des accords sur le Vietnam en 1954, d'éminents politiciens suisses de bonne volonté, qu'ils soient radicaux, libéraux ou démocrate-chrétiens, avocat, sociologue ou cadre d'entreprise, se

"Sur les murs du Palais fédéral, j'écris ton nom, LIBERTE !"

Pierre Weiss

Député du parti libéral genevois



Les libéraux suisses veulent "donner des ailes à la liberté" en Suisse. Mais la liberté, les libertés sont indivisibles. Celles de se réunir, de s'exprimer, de voter notamment. Je suis donc solidaire avec ses défenseurs des cinq continents.

Or l'actualité donne des exem-

ples inquiétants de violation manifeste de la démocratie et des droits de l'homme en Asie. Aujourd'hui, c'est la junte birmane qui est sous le feu virtuel des critiques, elle qui n'hésite pas à faire feu réellement sur les Birmans. La Chine populaire a encore un très long chemin à parcourir pour obtenir un brevet de démocrate. Quant à l'impitoyable dictature coréenne du Nord, ses fourberies ne trompent plus personne. Sauf que ses citoyens y meurent toujours de faim.

Il n'est donc pas question d'accepter l'existence de démocraties à deux vitesses, la première dans les pays développés d'Occident, la deuxième dans les autres. Les libertés ne peuvent être limitées à une partie du commerce et de l'industrie, mais être absentes du champ politi-

que, comme au Viet-Nam. Pouvoir émigrer n'est pas une solution satisfaisante.

Je m'engage donc à soutenir les efforts de tous ceux qui luttent pour plus de démocratie en Suisse et dans le monde. Et notamment pour tous mes amis vietnamiens.

Pierre Weiss est sociologue et politologue. Il est éditorialiste et directeur de la communication de la Fédération des Entreprises romandes. Député du parti libéral genevois, il a soutenu activement entre autres les efforts du Cosunam lors des actions genevoises en 2004 contre la commémoration festive des accords de Genève 1954.





Il ne peut y avoir plus noble ambition

Comme tout démocrate, je souhaite l'instauration dans tous les pays du monde d'un régime garantissant dans un état de droit fort, les libertés fondamentales ainsi que le respect des droits de l'homme et de la femme.

Pour l'heure, seule une minorité d'états sont de vraies démocraties. L'histoire, les cultures, les religions et d'autres influences sont autant de freins à l'instauration de la démocratie dans nombre de pays. Il faut persévérer au tant de l'intérieur que de l'extérieur de ces pays et, dans ce contexte, la Suisse à un rôle important à jouer. Elle a ainsi participé activement comme ob-

servateur lors du procès du père catholique dissident Nguyen Van Ly au Vietnam en avril dernier.

Plus vieille démocratie du monde, la Suisse doit par une politique étrangère active et offrant ses bons offices, veiller à soutenir tous les mouvements ayant pour objectif l'instauration d'une démocratie. Il ne peut y avoir plus noble ambition.

Jean-Pierre Jobin



Jean-Pierre Jobin, ancien directeur de l'aéroport de Genève, Président de Genève Tourisme, est membre du Parti démocrate-chrétien.



Pourquoi je m'engage aux côtés des défenseurs de la démocratie en Asie

Je m'engage car j'en ai assez des dictatures à parti unique qui mentent aux citoyens en leur vendant des idées simplistes mais irréalistes comme le bonheur sans les libertés fondamentales.

Je m'engage car, en Asie comme en Suisse, seul un parti humaniste qui prône une économie forte mais qui assume sa responsabilité sociale est à même de créer demain une prospérité durable et équitable pour l'ensemble de la société.

Si, comme moi, vous voulez que tout le monde puisse avoir sa chance, quelle que soit son origine, sa religion ou ses opinions politiques, si le respect

de l'environnement est important pour vous et si vous ne supportez pas l'injustice, alors vous comprendrez pourquoi je m'engage aux côtés des défenseurs des droits humains qu'ils soient Birmanais, Chinois, Vietnamiens ou Coréens.

Pour moi, l'humain est bien au centre.

Pascal Petroz



Pascal Petroz est avocat et député du parti démocrate-chrétien. Ancien président du Grand Conseil genevois, il a signé de nombreuses pétitions en faveur du respect des droits de l'homme au Vietnam.





Mon soutien à la cause de la démocratie, au Vietnam comme en Birmanie ou ailleurs

Depuis le milieu du XIXe siècle, Genève vit en paix. En démocratie.

Mon parti est né pour créer, construire, défendre et protéger les droits fondamentaux que sont le suffrage universel, la liberté de presse, de réunion, de pensée et de culte. C'est parce que nous étions "radicalement" attachés à la liberté, que nous portons aujourd'hui encore ce nom de "radical".

J'ai voulu moi aussi apporter mon soutien à votre cause, au Vietnam comme en Birmanie ou ailleurs. La liberté est sans doute l'un des biens les plus précieux au monde, mais aussi les moins partagés. Mais ce soutien sera probablement interprété dans un sens électoraliste, puisque nous allons au-devant d'une importante échéance de dimanche.

Dire aujourd'hui que, en éliminant des radicaux, des libéraux, des socialistes au Conseil national permettra de changer directement quelque chose au Vietnam

serait une escroquerie totale.

En revanche, ce à quoi nous pouvons et devons nous engager est parfaitement clair :

- préserver les libertés en Suisse, contre les extrêmes de gauche ou de droite qui les menacent
- protéger les droits de tous les habitants, Suisses ou migrants
- apporter notre soutien, aussi modeste soit-il, au travail de conscience et d'information incessant des militants des droits humains dans les dictatures
- renforcer les exigences de la Suisse à l'égard de partenaires économiques en matière de respect des droits humains

Plusieurs de mes colistiers ont vécu dans des pays où la démocratie n'est encore qu'un lointain rêve. Nous savons donc quels efforts sont nécessaires pour la soutenir. Et nous serons, élus ou pas, toujours à l'écoute des militants vietnamiens pour la démocratie et la liberté.



Hugues Hiltbold

Hugues HILTPOLD, architecte, préside le parti radical genevois depuis le 1er juin 2007. Agé de 38 ans - dont 20 ans de radicalisme puisqu'il a adhéré au parti le jour de sa majorité politique - il est député au Grand Conseil de Genève depuis 2001. Il se présente aux élections pour le Conseil national suisse.



PARTI POUR LA RÉFORME DU VIETNAM

Le Parti pour la Réforme du Viêt Nam (Viêt Tân), fondé en 1982, rassemble des vietnamiens de l'intérieur comme à l'étranger qui se sentent responsables envers le peuple et la nation. Cela comprend :

- Freiner la désintégration de la société ; arrêter les destructions de l'environnement ; stopper les cessions de terres et zones maritimes vietnamiennes.
- Contribuer à restaurer le droit à une vie décente pour chaque vietnamien, depuis les libertés élémentaires individuelles jusqu'aux droits légitimes dans la société et dans le monde du travail ; dont le plus important droit qui est celui de pouvoir choisir sa propre destinée et celui de la nation.
- Contribuer à maximiser les chances d'épanouissement pour chaque individu comme pour la société, afin que le Viêt Nam réduise le temps nécessaire pour combler son retard et rattraper le reste du monde dans son développement.

Afin de réaliser ces idéaux, le premier pas consiste à mettre fin à la dictature communiste par une lutte non violente afin de minimiser les dégâts inutiles et construire une société civile qui servira de base solide pour la démocratie et le développement.



A propos de la lutte du peuple birman pour la démocratie...

INTERVIEW DU PREMIER SECRÉTAIRE DU VIÊT TÂN PAR RADIO NOUVEL HORIZON

Radio Nouvel Horizon : Chers auditeurs, depuis le 1^{er} octobre, les manifestations des bonzes et des civils birmans ont été brutalement réprimées par la junte militaire au pouvoir. Selon les médias internationaux, il y aurait au moins 200 morts et 2000 arrestations. Bien que le régime libère les manifestants au fil des jours, il continue néanmoins à rechercher et à arrêter les personnes qui ont pris part aux protestations.

Pendant ce temps, la communauté internationale a réagi tardivement, lorsque les armes avaient déjà parlé en Birmanie. Est-ce à cause de cette relative indifférence de la communauté internationale que les mouvements populaires birmans ont été éteints ? Est-ce que le combat du peuple birman pour la démocratie a encore échoué comme en 1988 ? Nous vous invitons à prendre connaissance des analyses de M. Ly Thai Hung, Premier Secrétaire du Viêt Tân, parti pour la Réforme du Viêt Nam, sur ces interrogations.

Radio Nouvel Horizon : Pour commencer, pouvez-vous nous résumer les derniers événements et nous livrer vos analyses sur la situation en Birmanie ?

Ly Thai Hung : Chère madame, chers auditeurs, les manifestations du peuple birman ont commencé le 19 août 2007 afin de protester contre l'augmentation du prix de l'essence décidée par le régime deux jours plus tôt. Ces manifestations ont suivi deux phases distinctes :

- La première phase a duré du 19 août au 5 septembre, à l'initiative d'un certain nombre de dissidents parmi l'opposition birmane. Ces manifestations ont été en partie réprimées. Mais comme le nombre de participants était relativement faible, l'information n'a pas été relayée dans les médias.

- La deuxième phase a duré du 5 au 29 septembre, avec la participation de plus en plus nombreuse des bonzes birmans. Cette phase a connu son apogée le 25 septembre lorsque plus de 100 000 personnes sont descendues dans les rues. A partir de cette date, des dizaines de milliers de bonzes ont mené les manifestations avec le soutien de plus en plus nombreux de la population et de l'opposition politique. L'ampleur de ce mouvement a été remarquée par la communauté internationale qui était réunie pour la 62^{ème} Assemblée Générale de l'ONU.

Bien que le mouvement ait pris de l'ampleur à Rangoun, la participation des civils n'était pas encore assez forte. En même temps, les bonzes et les opposants politiques ont été trop ambitieux dans la fixation de l'objectif des manifestations. Ils auraient dû s'en tenir aux revendications initiales à savoir la suppression de l'augmentation du prix de l'essence afin de rallier le plus largement possible la population à leur mouvement. Au lieu de cela, la revendication principale est rapidement devenue le renversement du régime militaire alors que les leaders des manifestations n'étaient pas encore suffisamment préparés pour ce

combat final. De ce fait, lorsque les militaires ont lancé la répression en visant d'emblée les me-

neurs du mouvement de protestation chez les bonzes et chez les opposants politiques, les manifestations ont été rapidement dispersées.

Depuis le 1^{er} octobre, la dictature militaire birmane a arrêté au moins 2000 personnes soupçonnées d'avoir dirigé les manifestations. Parmi eux se trouvent certains opposants politiques déjà présents lors des manifestations de 1988. La junte a annoncé avoir libéré environ 200 bonzes mais ce sont principalement des jeunes bonzes, alors que les chefs spirituels clés sont toujours emprisonnés. Dans le même temps, on est sans nouvelle d'environ 200 opposants politiques après leurs arrestations. C'est à cause de cette répression que la vague de protestation est retombée ; mais elle pourrait renaître pour deux raisons. La première, c'est que la communauté internationale continue à protester contre la junte militaire ; la seconde, c'est qu'un certain nombre de bonzes et d'opposants clés dans l'opposition sont toujours en liberté et se cachent parmi la population.

Cependant, à côté de la répression contre les manifestations des bonzes et du peuple birman, on constate également



Ly Thai Hung

de profondes dissensions chez les militaires. A l'heure actuelle, il est difficile de prédire comment la situation évoluera dans les prochaines semaines.

Radio Nouvel Horizon : Certains disent que la lutte du peuple birman a été écrasée car la réaction de la communauté internationale a été trop timorée. Que pensez-vous de ce jugement ?

Ly Thai Hung : Comme je viens de le dire, les meneurs des manifestations ont fixé trop tôt et trop haut l'objectif de la protestation en demandant le renversement de la junte au lieu de continuer à demander au régime de revenir sur l'augmentation du prix de l'essence. C'était prématuré car la participation populaire n'était pas encore assez forte. Devant cette revendication, toutes les dictatures craignent pour leur survie et n'hésitent plus à réprimer violemment. Dans cette confrontation cruciale, le soutien du monde libre est très important car il permet de limiter la répression. Mais ce soutien ne pourra être réellement efficace que s'il permet de lier les mains du régime, en même temps que la participation de nombreuses couches de la population en plusieurs endroits du pays, poussant les fidèles du régime à reculer devant la pression des manifestants. Il ne faut pas oublier que les pressions des pays comme les Etats-Unis, la France, l'Australie, le Japon ou la Thaïlande ne peuvent qu'être d'ordre économique



L'envoyé spécial de l'ONU Ibrahim Gambari et madame Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la Paix

et diplomatique. Jamais ces pays n'enverront leurs soldats pour défendre les manifestants contre la répression du régime.

Durant ces manifestations, je ne pense pas que la communauté internationale soit restée timorée car la plupart des pays libres se sont préoccupés de la situation et se sont exprimés à l'instar des présidents américains, français, des premiers ministres anglais et australien. Même l'ASEAN a demandé au régime birman de ne pas réprimer sa population. Par ailleurs, le Secrétaire général des Nations Unies a mandaté un envoyé spécial en Birmanie pour faire une pression sur la junte. Toutes ces actions me font dire que la communauté internationale est intervenue activement.

Cependant, le monde libre n'a pas pu faire davantage car les manifestations de septembre se sont déroulées de manière discontinue. Généralement, les manifestants marchaient le matin et se dispersaient dans l'après midi, sans avoir un point de ralliement permanent afin d'attirer la masse populaire. C'est cette discontinuité qui n'a pas permis aux meneurs de la protestation d'exploiter pleinement le soutien international. Je pense en fait que la communauté internationale a été active mais que les meneurs de la contestation n'ont pas su exploiter ce soutien pour accroître la force des manifestants.

Radio Nouvel Horizon : L'évolution de la situation en Birmanie n'est pas celle qu'espéraient les personnes qui aspirent à la démocratie dans le monde. Selon vous, quels sont les enseignements à tirer de ces événements ? Peut-on dire que la lutte du peuple birman a échoué ?

Ly Thai Hung : Je ne considère pas le combat des birmans comme un échec. Au contraire, je pense qu'ils ont réussi à exploiter le mécontentement populaire causé par l'augmentation du prix de l'essence pour ressusciter le

mouvement d'opposition au régime militaire qui avait été réprimé dans le sang en 1988 avec 3000 morts. Si l'on considère que les birmans ont échoué à faire renverser le régime ou à faire baisser le prix de l'essence, alors c'est exact. Mais il serait prématuré et pessimiste à l'excès de dire que le combat du peuple birman a échoué car ce n'est pas facile de ressusciter un mouvement 20 ans après son extinction brutale sous les coups d'une dictature barbare.

L'image de dizaines de milliers de bonzes et de civils birmans défilant à Rangoun a soulevé un nouvel élan, non seulement pour la Birmanie mais aussi pour les autres peuples comme les Chinois et les Vietnamiens. L'utilisation du mécontentement concernant le niveau de vie comme détonateur pour mobiliser la masse populaire et remettre en cause le régime en place est une technique que nous devons apprendre. Je pense qu'avec une économie profondément en crise et face aux pressions internationales, la société birmane continuera ses protestations pour améliorer ses conditions de vie et poussera le régime militaire dans une position inconfortable. Les revendications concernant la vie de tous les jours sont de bonnes occasions pour déclencher à nouveau de grandes manifestations comme celles du début septembre. Toutes les révolutions doivent passer par les manifestations comme celles que le peuple birman a faites et fera encore. Je pense que ces mouvements populaires, conjugués aux pressions internationales, sont capables de faire effondrer n'importe quelle dictature, comme cela a été le cas en Europe de l'Est il y a 20 ans, ou bien plus récemment en Serbie, Ukraine, Kirghizistan, etc. Je pense que les manifestations réprimées récemment n'ont pas totalement échoué : elles n'ont pas atteint les objectifs fixés mais le peuple birman peut descendre dans la rue à nouveau car le contexte politique interna-

tional est favorable et parce qu'il existe des dissensions internes au sein de la junte.

Radio Nouvel Horizon : Certains disent que l'échec du peuple birman résulte d'une mauvaise tactique. Autrement dit, les rassemblements le matin pour défiler et se disperser dans l'après midi favorisent le régime dans sa chasse aux meneurs des manifestations. Que pensez-vous de cette analyse ?

Ly Thai Hung : Les manifestations en Birmanie ont rassemblé jusqu'à cent mille personnes et c'est un point extrêmement positif. Mais la répression menée par la junte nous oblige à tirer quelques enseignements :

Les manifestations manquaient de continuité. Elles se formaient le matin pour se disperser dans l'après midi. Surtout, il a manqué au birmans un point de rassemblement permanent afin de rallier efficacement la population au mouvement. De plus, les manifestations ont été menées principalement par les bonzes. La participation des autres catégories de la population birmane est restée relativement faible, celle des étudiants comme celle des fonctionnaires, eux qui représentent une force capable de faire s'effondrer le régime de l'intérieur.

Les meneurs de la contestation auraient dû se faire connaître publiquement, apparaître devant les médias internationaux au lieu de rester dans l'ombre. Le résultat est que lorsque ceux-ci ont été arrêtés par les militaires, le monde n'en a rien su et n'a pas pu faire pression pour leur libération. Les meneurs qui n'ont pas été arrêtés doivent maintenant se cacher. Si on connaissait les leaders de la contestation, il est certain que l'envoyé spécial de l'ONU aurait cherché à les rencontrer pour consolider leurs positions et assurer leur protection contre la junte. A défaut, il n'a pu voir que

madame Aung San Suu Kyi qui est trop isolée pour diriger les manifestations.

La première phase des manifestations a été très bien organisée car la contestation s'est rapidement propagée dans les provinces avant de venir se concen-



trer sur Rangoun. Mais lorsque la répression a commencé, les organisateurs de la contestation auraient dû appeler à la dispersion du mouvement pour revenir dans les provinces et continuer la protestation. Cela aurait permis de gagner du temps afin que les pressions de la communauté internationale fassent effet.

Les organisateurs des manifestations ont fixé le but final de la contestation (le renversement du régime) de manière prématurée alors que le but initial (pas d'augmentation du prix de l'essence) n'était pas encore atteint. Il est important d'engranger de petites victoires à chaque étape afin d'avoir le temps de mobiliser la population. A chaque petite victoire, on fixe un peu plus haut le prochain but de la manifestation. Cela permet de maintenir efficacement une pression continue sur le régime.

Malgré ces points négatifs, nous devons reconnaître que la vague de protestation en Birmanie ces derniers jours a apporté des changements prometteurs :

Le mouvement a réussi à focaliser l'attention médiatique internationale sur le combat du peuple birman, qui était un peu oublié ces dernières années, après les

répressions de 1988.

La protestation et surtout la répression exercée contre les religieux bouddhistes ont créé des dissensions dans les rangs des militaires. Selon diverses sources, de nombreux officiers et soldats n'ont pas obéi aux ordres de réprimer les bonzes. Je pense que cette dissension peut contribuer sensiblement au changement politique en Birmanie dans un avenir proche.

Les différentes techniques de la lutte non violente ont été utilisées avec beaucoup de discipline par les bonzes et cela va créer un précédent dans les mouvements pour la démocratie en Asie. Je suis persuadé que ces techniques seront appliquées prochainement au Viêt Nam, en Chine.

Radio Nouvel Horizon : Il y a quelques temps, vous aviez déclaré que si les manifestations se poursuivaient avec une forte mobilisation populaire et une pression internationale efficace, le régime serait amené à dialoguer avec madame Aung San Suu Kyi. Selon vous, pourquoi ce scénario ne s'est-il pas produit ?

Ly Thai Hung : Ce scénario ne s'est pas encore produit et cela ne veut pas dire qu'il ne se produira pas. Comme je l'ai dit plus tôt, bien que les manifestations aient été réprimées, le régime n'a pas une liberté d'action totale, à cause de la pression du monde libre. Le régime a certes arrêté deux mille personnes mais il n'a pas pu utiliser le même degré de violence qu'en 1988. Je pense toujours que la junte devra dialoguer avec madame Aung San Suu Kyi, pour deux raisons :

Les graves dissensions internes chez les militaires

- Madame Aung San Suu Kyi reste une icône en Birma-



nie. Si le junte refusait le dialogue avec elle alors la contestation populaire continuerait et les manifestations reprendraient tôt ou tard.

- Le dialogue entre les militaires et madame Aung San Suu Kyi est la solution préconisée par les Nations Unies et de nombreux pays dans le monde, pour ouvrir un avenir meilleur à la Birmanie.

Radio Nouvel Horizon : Les manifestations du peuple birman nous font repenser aux manifestations de juillet dernier à Sài Gòn, celles des paysans vietnamiens dépossédés de leurs terres. Bien que d'ampleurs différentes, les deux manifestations ont été éteintes par les autorités. Quelles comparaisons pouvons-nous faire entre ces deux mouvements ?

Ly Thai Hung : Je pense que les deux manifestations sont très différentes même si elles ont duré à peu près un mois dans les deux cas. Il est vrai que l'origine des deux manifestations se trouve dans les conditions de vie des gens. Les manifestants réclamaient aux autorités une amélioration de leur vie au quotidien.

Bien entendu, l'ampleur des deux manifestations est très différente :

- Les manifestations en Birmanie ont été précipitées. Il manquait une phase de maturation sur des revendications sociales, quotidiennes afin de rassembler la masse populaire. A l'inverse, les manifestations à Sài Gòn ne portaient que sur des réclamations de terres, de compensations, sans toucher au domaine politique si bien que les autorités vietnamiennes étaient bien embarrassées,

hésitant à réprimer.

- Les manifestations birmanes avaient le potentiel de renverser le régime si bien que la junte n'a pas hésité très longtemps avant de réprimer. Au Viêt Nam, les manifestations restent de tailles très modestes et ne menacent pas immédiatement le régime en place, même si c'est gênant pour les autorités communistes.
- La dernière différence, c'est que la junte militaire birmane a recherché activement les organisateurs des manifestations pour les emprisonner alors que les communistes vietnamiens se sont contentés de disperser les manifestants en les renvoyant dans leurs provinces. A vrai dire, il n'y a pas eu de répression contre les manifestants au Viêt Nam.



Une famille de « paysans plaignants » manifeste à Hà Nội

Ces différences me font dire que les manifestations des paysans plaignants vietnamiens vont continuer comme c'est déjà le cas ces jours-ci à Sài Gòn.

Radio Nouvel Horizon : A partir de l'exemple birman, quels sont les enseignements à tirer pour le combat pour la démocratie du peuple vietnamien ?

Ly Thai Hung : Je dirais qu'il

y a quatre leçons à retenir pour les vietnamiens.

Les manifestations doivent être organisées dans différentes villes régionales, là où se trouvent les mécontentements, et dans la capitale de manière continue ou alternée afin de faire pression sur le régime et gagner le soutien populaire. Pour la manifestation dans la capitale, il faut un point de rassemblement permanent pour que les gens qui veulent se joindre à la protestation aient un lieu de repère et s'y rende.

Le combat doit commencer par des objectifs réalistes et atteignables. Il faut engranger les petites victoires avant de fixer des objectifs plus ambitieux. Cela permet de motiver les manifestants et de rallier les autres catégories sociales.

Une partie ou la totalité des organisateurs des manifestations doivent se faire connaître et défiler en tête des manifestants afin de capter l'attention médiatique, faire passer leurs messages au monde entier et gagner la protection internationale et faire hésiter le régime s'il veut lancer la répression. Si la situation tournait mal, il faut également prévoir des lieux sûrs pour que les organisateurs puissent se retirer et continuer la coordination de la protestation.

Nous devons maîtriser la communication pour garder le contact avec le monde extérieur mais aussi avec les différentes régions du pays. Communication qui doit consister non seulement à informer du déroulement des manifestations mais surtout à expliquer aux autres catégories sociales pourquoi et comment elles doivent y participer.

Radio Nouvel Horizon : Je vous remercie pour cette interview.

Rencontre avec des officiels polonais

Ly Thai Hung, Premier Secrétaire du Viêt Tân, a rencontré des élus et d'anciens activistes pro démocratie en Pologne durant sa tournée en Europe. La délégation du Viêt Tân a été accueillie par le journaliste Robert Krzyston, l'un des leaders du *Comité pour la Liberté d'Expression en Pologne*. Ce Comité a été fondé dans les années 70 et rassemble majoritairement intellectuels et journalistes. Il a contribué à la chute du régime communiste en Pologne.

Le 8 octobre, Ly Thai Hung et la délégation du Viêt Tân a visité le chantier naval de Gdansk, berceau du mouvement pacifique pour la démocratie durant les décennies 70 et 80. *Solidarnosc* a été fondé en 1980 dans cette ville. Les membres du Viêt Tân ont visité les lieux historiques du mouvement démocratique polonais à Gdansk, notamment le siège de *Solidarnosc*.

« Se trouver dans les chantiers navals Lénine est le plus émouvant pour moi. Ce lieu est historique pour le pays entier. C'est ici que le Comité de Grève a lancé sa déclaration en 21 points, parmi lesquels il demandait au Parti Communiste Polonais de respecter le droit du peuple polonais de former un syndicat indépen-

nant. » déclare Ly Thai Hung. C'est également dans ces chantiers navals que début septembre 1980 Lech Walesa a annoncé la création de *Solidarnosc* devant des milliers d'ouvriers, d'intellectuels et d'étudiants. « Nous sommes ici pour montrer notre admiration pour la lutte pacifique du peuple polonais » poursuit-il.

Plus tard, les membres du Viêt Tân ont rencontré le parlementaire Akadiusz Rybick, qui a joué un rôle clé durant la lutte pour la démocratie. Il était l'un des rédacteurs de la déclaration en 21 points. Ce texte a été reconnu plus tard par l'UNESCO comme un document historique. Akadiusz Rybick a exprimé sa sympathie pour le mouvement démocratique vietnamien en général, et plus particulièrement la lutte pacifique pour la démocratie que mène le parti Viêt Tân au Viêt Nam. Il pense que le Parti Communiste Vietnamien s'achemine probablement vers sa fin car il ne peut pas aller contre le sens de l'humanité. Ly Thai Hung a profité de l'occasion pour présenter au parlementaire polonais son ouvrage « *Europe de l'Est au Viêt Nam* », un livre tirant les leçons des mouvements pour la démocratie en Europe de l'Est dans les années 80 dont les vietnamiens pourraient s'en inspirer.



Bogdan Borusewicz et Ly Thai Hung

Ly Thai Hung devait rencontrer l'ancien président Lech Walesa mais la rencontre a été annulée à la dernière minute, le leader historique de *Solidarnosc* ayant eu un léger malaise cardiaque.

A Varsovie, Ly Thai Hung est passé sur les ondes de Radio Varsovie FM 106 pour du mouvement pour la démocratie au Viêt Nam. Cette radio,



Ly Thai Hung devant les grilles des chantiers navals de Gdansk

dirigée par l'Eglise Catholique Polonaise avec le soutien de *Solidarnosc*, était diffusée clandestinement dans les années 70 et 80.

Ensuite, le Premier Secrétaire du parti Viêt Tân a participé à une conférence organisée par le Comité Parlementaire pour la Justice et les Droits de l'Homme. Durant cette conférence, la possibilité de boycotter des Jeux Olympiques de Pékin en 2008 a été évoquée afin de faire pression sur la Chine pour le respect des Droits de l'Homme.

Le voyage en Pologne de Ly Thai Hung se termine par la rencontre avec le Dr Bogdan Borusewicz, président du sénat. Sous l'ère communiste, le Dr Bogdan Borusewicz a été emprisonné plusieurs années pour son engagement dans le *Mouvement pour la Justice et les Droits de l'Homme*, fondé en 1977 et dont le Dr a présidé durant un temps. En tant que président du sénat, Bogdan Borusewicz a profité de la visite en Pologne du Premier ministre vietnamien Nguyen Tan Dung pour évoquer avec ce dernier les atteintes aux droits de l'homme au Viêt Nam. Il a également mentionné la récente vague de répression contre les activistes pacifiques pro démocratie. Il a confié à Ly Thai Hung son intention de continuer à maintenir la pression sur le gouvernement vietnamien pour le respect des droits de l'homme dans ce pays.

Le siège de la modernité

VU THACH

Le 16 octobre 2007, le Viêt Nam et la Libye ont été élus aux sièges non permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU. Leur mandat de deux ans commencera le 1^{er} janvier 2008. La propagande communiste vietnamienne fait déjà l'éloge de cette « grande réussite diplomatique » qui « apportera beaucoup de bienfaits au pays » et « montre la compétence du Parti Communiste dans sa direction du pays... »

Et comment cet événement est-il perçu en dehors du Viêt Nam ?

En premier lieu, l'arrivée du Viêt Nam et de la Libye au Conseil de Sécurité de l'ONU n'a pas fait couler beaucoup d'encre, sans doute parce qu'elle laisse une impression bizarre. Cette phrase d'un analyste occidental pourrait résumer toute la situation : « *L'arrivée de ces deux pays [au Conseil de Sécurité] fait penser à deux vieux voyous qui, après des années de mauvaises conduites, s'aperçoivent qu'ils ne peuvent plus continuer ainsi, se résignent à contre cœur à rentrer dans le rang et à faire la paix avec les autres.* »

Effectivement, lorsqu'on évoque la Libye, on pense immédiatement aux images d'un Boeing 747 de la PanAm déchiqueté sur les plaines d'Ecosse en 1988 et ses 270 victimes, ou encore celles du DC-10 d'UTA dans le désert du Ténéré et ses 170 victimes. Ces deux attentats ont été ordonnés par le Colonel Khadafi. Aujourd'hui, le dictateur au pouvoir en Libye depuis 25 ans veut faire la paix avec la communauté internationale pour préparer son fils à sa propre succession. De même, en parlant du Viêt Nam

ces temps-ci, on ne pense qu'à cette image d'un prêtre catholique bâillonné en plein tribunal. A elle seule, cette image montre la brutalité, l'absence de lois, et le caractère arriéré du régime communiste vietnamien. Le monde sait bien que Hà Nội, tout comme Pékin, n'a pas changé sa nature mais s'efforce de montrer une image moderne pour des raisons mercantiles.

L'attention de la communauté



internationale vis à vis de cette nouvelle s'arrête là. La raison est que les sièges non permanents du Conseil de Sécurité ne valent plus grande chose. Il suffit de regarder quelques points pour s'en rendre compte. Tout d'abord, Hà Nội est le seul gouvernement en Asie à déposer candidature pour ce mandat. Cela montre qu'aucun autre pays ne cherche à briguer ce siège. Ensuite, sur la liste des pays n'ayant jamais occupé un siège non permanent au Conseil de Sécurité, on remarque qu'il ne reste que les micro-états ou bien les nouveaux pays issus de la dislocation du bloc communiste.

Mais la raison principale de ce désintéressement réside peut être dans le fait que les membres non permanents n'ont aucun poids face aux cinq membres

permanents. Sur les quinze membres du Conseil, les cinq membres fondateurs sont permanents. Ce sont les vainqueurs de la Deuxième Guerre Mondiale : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Russie et la Chine. Seuls ces cinq pays ont un droit de veto. Cela veut dire que même si 14 membres du Conseil votent pour une résolution, il suffit que l'un des membres permanents oppose son veto pour faire tout bloquer. On voit

bien le peu de poids que pèsent les membres non permanents au sein de l'institution.

Mais cela n'a pas toujours été ainsi. Durant la guerre froide, le Conseil de Sécurité des Nations Unies était le théâtre d'affrontement des deux blocs capitalistes et communistes, comme ce fut le cas lorsque l'Union Soviétique a abattu un avion

civil sud-coréen ou bien lorsque Israël envahissait le Liban. Durant cette période, les sièges non permanents du Conseil de Sécurité faisaient l'objet de toutes les attentions de la part des deux blocs. Ce n'est plus le cas de nos jours.

Cela montre que le siège que les autorités communistes vietnamiennes viennent de gagner n'apportera pas grande chose pour le Viêt Nam, même sur le plan de la propagande. Le monde regarde toujours le régime communiste vietnamien à travers l'image du père Nguyen Van Ly et des militants pour la démocratie actuellement en prison.

Il faut être très optimiste pour espérer qu'avec ce siège du monde civilisé, les dirigeants vietnamiens auront l'occasion de



se familiariser avec les standards internationaux de l'humanité du 21^e siècle. A partir de là, espérons qu'ils se rendront compte du caractère rétrograde de leur gouvernance, avec des procès sans avocats, des interdictions de réunions au-delà de cinq personnes

sans autorisation administrative, de célébrer une messe en dehors d'un lieu de culte déclaré et autorisé, de créer des journaux indépendants, de syndicats indépendants, de partis politiques, etc.

On sait bien que l'habit ne fait pas le moine. Mais si ce siège pouvait ouvrir les yeux à celui qui s'apprête à s'y asseoir, ce serait déjà bien.

Ceux qui n'ont pas gagné le Prix Nobel

THE WALL STREET JOURNAL
13 OCTOBRE 2007

Hier, à Oslo, le Prix Nobel 2007 pour la Paix n'a pas été attribué aux moines birmans qui ont défié la junte militaire du pays durant ces dernières semaines et ont capturé l'attention du Monde Libre.

Le Prix n'a pas été non plus attribué :

- à Morgan Tsvangirai, Arthur Mutambara et autres dirigeants de l'opposition au Zimbabwe, qui furent arrêtés, et pour certains battus par la police, en ce début d'année pour avoir protesté pacifiquement contre le dictateur Robert Mugabe.

- ou au **Révérend Père Nguyen Van Ly**, prêtre catholique au Vietnam, arrêté cette année et condamné à huit ans de prison pour avoir aidé le Bloc 8406 oeuvrant pour la démocratie.

- ou à Wajeha Al-Huwaider et Fawzia al-Uyyouni, co-fondatrices de la Ligue des Femmes demandant le droit de conduire en Arabie Saoudite, qui sont en train de mener un combat modeste mais avec beaucoup d'espoir, pour donner les principaux droits aux femmes dans ce pays musulman.

- ou au président colombien Alvaro Uribe, qui n'a pas cessé de se battre pour mettre fin à la violence engendrée par les terroris-

tes de gauche et par les seigneurs de la drogue dans son pays.

- ou à Garry Kasparov et les quelques centaines de Russes qui furent arrêtés en avril dernier, et continuent d'être harcelés, pour avoir résisté aux lois autoritaires du Président Vladimir Putin.

- ou au peuple iraquien qui vaillamment travaille pour reconstruire et unifier le pays, mettant en danger leur vie et celle de leur famille, à cause des terroristes qui visent délibérément les civils.

- ou aux présidents Viktor Yushchenko et Mikheil Saakashvili qui, en dépit des efforts déployés par le Kremlin pour anéantir leurs nouveaux pays, sont restés fidèles à l'esprit pacifique des révolutions qu'ils ont menées en Ukraine et en Géorgie et ont montré que la démocratie peut couper les racines profondes de la Russie.

- ou au britannique Tony Blair, à Bertie Ahern d'Irlande et aux électeurs de l'Irlande du Nord, qui en mars dernier ont réussi à anéantir des décennies de haine et ont créé en Irlande du Nord une loi commune pour les Catholiques et les Protestants.

- ou aux milliers d'internautes chinois qui ont pris le risque d'être arrêtés en essayant de transmettre des informations non censurées à leurs compatriotes.

- ou au jeune étudiant activiste Saad E d d i n

Ibrahim, ou au candidat présidentiel Ayman Nour qui fut emprisonné, ainsi qu'à tous les militants oeuvrant pour la démocratie en Egypte.

- ou, à titre posthume, aux libanais Walid Eido, Pierre Gemayel, Antoine Ghanem, Rafik Harri, George Hawi et Gibran Tueni qui ont été tués pour avoir proposé de nouvelles lois pour libérer leur pays de la domination syrienne ; au journaliste Samir Kassir et d'autres citoyens libanais qui ont été assassinés depuis 2005 pour les mêmes raisons.

- ou au Révérend Père Phillip Buck ; au prêtre Chun Ki Won et son organisation, Durihana ; à Tim Peters et son Association « Helping Hands Korea » ; au groupe « Liberty » en Corée du Nord, qui tous ont aidé les réfugiés de la Corée du Nord à fuir leur pays pour vivre en sécurité dans des pays libres.

+ + +

Ces hommes et ces femmes ont mis en péril leur propre vie et leurs moyens de subsistance pour enrayer la violence et l'oppression. Espérons qu'ils survivront jusqu'à l'année prochaine et que le Comité du Prix Nobel pourra les considérer comme candidats pour le Prix Nobel 2008.



Les grèves se poursuivent à Binh Duong

Lundi 8 octobre 2007 :

1. Dans la zone industrielle Binh An, à Binh Duong :

Usine de chaussures Viêt Lâp, filiale de la société Thanh Lê : la grève pour des augmentations de salaires des 1700 ouvriers entre dans son 4^{ème} jour. Elle a débuté le vendredi 5 octobre. Les revendications des grévistes n'ayant pas été satisfaites, les salariés n'ont pas repris le travail. Selon un communiqué de l'usine Viêt Lâp collé à la grille d'entrée, la direction a proposé une augmentation salariale de 4000 dong (20 centimes d'euro) par jour dont 1000 dong seront prélevés pour les frais de cantine. Au final, les ouvriers n'ont que 3000 dong par jour, soit 78 000 dong par mois (3,9 euros).

Pendant ce temps, les ouvriers d'une autre société de la zone industrielle, la Sung Hyun Vina, ont obtenu une augmentation mensuelle de 160 000 dong (8 euros). De ce fait, les ouvriers ont cessé leur grève et repris le travail.

A l'usine Han Soll Dae Kwang (Dai Quang en vietnamien), environ 1350 ouvriers sont également en grève depuis le 5 octobre 2007. Les revendications sont

aussi d'ordre salariales car leur pouvoir d'achat a fortement diminué à cause d'une forte inflation ces dernières années.

2. Dans la zone industrielle Song Than, à Binh Duong :

A l'usine Bong Kook qui produit des sacs à main, des milliers d'ouvriers se sont mis en grève au matin du samedi 6 octobre pour des revalorisations salariales devant l'augmentation du coût de la vie.

A 50 mètres de là, l'usine Duy Hung est également paralysée par la grève de ses 7000 ouvriers depuis le 6 octobre au matin. Les ouvriers se présentent à l'heure mais restent devant les grilles de l'usine au lieu d'y entrer.

Les grèves sont suivies à 99% car les ouvriers et ouvrières sont logés dans l'enceinte de l'usine. Les non grévistes sont les membres de la sécurité, les administratifs et la direction.

Samedi 6 octobre 2007 :

Je suis revenu à l'usine Viêt Lâp pour couvrir la grève dans cette zone industrielle où les ouvriers réclament de meilleurs salaires pour



Les grévistes demandent une revalorisation salariale et des conditions de travail décentes

faire face à l'augmentation du coût de la vie.

Arrivé sur place, les ouvriers m'ont immédiatement reconnu. Je vois dans leurs yeux beaucoup d'espoir. Je regrette seulement que ma plume n'ait pas encore pu alerter la société, faire bouger les autorités qui disent qu'ils doivent tout aux « ouvriers et agriculteurs » (!)

Après la compagnie Free Trend et ses 7000 salariés qui ont obtenu une augmentation de salaire. Les ouvriers ont repris le travail mais disent qu'ils repartiront en grève si les autres revendications portant sur les conditions de travail ne sont pas satisfaites. Les ouvriers de Sung Hyun Vina sont en grève depuis trois jours et maintenant c'est le tour des ouvriers de Viêt Lâp. Je crois que la grève fait tâche d'huile et que de plus en plus d'ouvriers rejoignent le mouvement comme ceux de Duy Hung, Bong Kook, Dai Quang, Hy Son et Niss Xeï.

Est-ce que ces grévistes obtiendront gain de cause vis-à-vis de la direction ou bien ne vont-ils rencontrer que les hommes de main, ces voyous payés par la direction pour intimider les ouvriers. Et le plus triste c'est que le syndicat officiel est de mèche





avec le patronat.

En ce samedi soir, il pleut. Les grandes grilles des usines se vident. Peu à peu, les ouvriers regagnent leurs barraquements mitoyens et s'enferment pour la nuit, sachant que le lendemain ne leur promet rien de mieux. Je relate-rais les conditions de vie misérables des ouvriers dans un autre article.

Vendredi 5 octobre 2007 : les grévistes délivrent un journaliste indépendant

Ce matin, j'ai lu sur un blog qu'il y a des milliers d'ouvrier sont en grève dans la zone industrielle Linh Trung. J'embarque mon appareil photo et prends la route immédiatement. Il pleut beaucoup. Les routes sont recouvertes d'eau, cachant les nids de poules si bien que ma moto-cyclette s'enfonce souvent de dans. Je me retrouve aspergé de boues.

J'arrive dans la zone industrielle à 11h30. A l'entrée de la zone se trouve un vendeur ambulant de boissons. Je m'arrête pour me désaltérer et prendre des nouvelles de la grève. Le vendeur me dit que les ouvriers sont en grève depuis quatre jours. Ils se tiennent devant les grilles de leurs usines et défendent leurs droits. Je m'enfonce dans la zone et croise deux jeunes hommes sur une moto-cyclette. Ils me disent qu'une grève se déroule actuellement à

l'usine Viêt Lấp.

Il est midi quand j'arrive à cette usine. Les ouvriers et ouvrières portent des uniformes bleu clair et stationnent devant l'usine. Ils débordent même sur la route et sur le trottoir d'en face.

Je me hâte pour prendre quelques photos et interroger les ouvriers sur la raison de leur mouvement. Ils me répondent que leurs salaires sont trop bas, à peine 700 000 dong mensuel (3,50 euros). Ils me disent que tous les prix ont augmenté comme la nourriture et le logement. Ils n'arrivent plus à vivre de leurs salaires.

Alors que je discutais avec les ouvriers, un policier s'approche et me demande de le suivre au commissariat pour une « séance de travail. » Je lui demande : « A quel sujet ? » Il me réponds que je n'ai pas le droit de prendre des photos. Je lui rétorque qu'il n'y a aucun panneau interdisant cela, je n'ai donc pas commis de faute. Il me répète l'ordre de le suivre au commissariat. Je refuse de nouveau. Je lui dis que s'il veut une « séance de travail », il n'a qu'à m'envoyer une convocation par écrit à mon domicile. Je refuse d'être interpellé en pleine rue sans motif valable. Le ton monte, il me menace de recourir à la force si je n'obtempérais pas. Je réponds que la loi ne lui permet pas de le faire. Le policier appelle alors des renforts. Arrive un 4x4 de la

police. Les ouvriers qui ont tout vu et entendu encerclent alors le véhicule. Je vois dans leurs yeux une farouche détermination.

Lorsque les policiers, aidés par les agents de sécurité de l'usine, me poussent à monter dans le véhicule, je résiste. J'appelle les ouvriers à l'aide. Des centaines d'ouvriers se massent autour de protestent contre les agissements des policiers. Les agents de sécurité sortent leurs matraques pour dissuader les ouvriers de s'approcher. Les policiers me soulèvent pour me mettre dans leur véhicule. Je résiste en appuyant de mes pieds. Devant cette scène, les ouvriers bousculent les agents de sécurité et viennent me délivrer de la police. Ils me tirent vers eux en criant « c'est un journaliste », « c'est un journaliste. » Les agents de sécurité n'ont pas osé nous poursuivre et s'éloignent avec les policiers. Je marche au milieu des centaines d'ouvriers heureux et fiers de leurs actions. Je me sens remplis d'un bonheur inédit. Un ouvrier a rapproché ma moto-cyclette pour quitter la zone alors que les autres formaient un barrage serré au cas où les policiers voudraient



Dortoirs des ouvrier(e)s dans l'enceinte de leur usine.



me suivre. Je remercie rapidement mes sauveurs en leur promettant de publier rapidement les images et un article sur leur grève. Je me sens pleine de reconnaissance et d'amitié pour ces pauvres ouvriers.

Aujourd'hui, je suis devenue

une des leurs. Je serais présente à chaque fois qu'ils lutteront pour améliorer leurs conditions.

J'espère de tout cœur que ceux qui liront ces lignes relayeront largement le combat de ces ouvriers pour leur droit, leur dignité. Ces grèves qui durent déjà

depuis quatre jours n'ont l'objet d'aucun article dans les grands journaux nationaux. Le quotidien Lao Dong (Travail) a juste publié un court article titré « Comment mettre fin aux grèves ? » Où sont les autres journalistes ?

Les paysans plaignants manifestent toujours

Après les 27 jours de manifestations à Sài Gòn entre juin et juillet dernier, les paysans plaignants, qui sont des agriculteurs dont les terres ont été saisies par les autorités sans compensations équitables, continuent de protester à Hà Nội et à Sài Gòn. Ces manifestations sont plus sporadiques car la police disperse, parfois violemment, les paysans plaignants dès que leur rassemblement est découvert. Les protestataires demandent au gouvernement de respecter sa promesse de trouver une solution à leur conflits.

Les saisies des terres des particuliers par les autorités municipales ou régionales à des fins de spéculations foncières sont monnaies courantes au Viêt Nam depuis des années. On estime qu'il y a potentiellement 20 millions de personnes victimes de ces injustices.

Nous vous présentons quelques images de ces manifestations, souvent prises avec un téléphone portable car la police confisque les appareils photos.

24 septembre 2007 — Sài Gòn :



8 octobre 2007 — Sài Gòn :



10 octobre 2007— Hà Nội :



14 octobre 2007— Hà Nội :



contact@viettan.org — www.viettan.org

BUREAU PRINCIPAL

2530 BERRYESSA RD. #234
San Jose, CA 95132 — USA
Tél. : (1) 408-347-8830

Fax : (1) 408-347-8730

ASIE

P.O. Box 223
Shiba, Tokyo 105-91 – JAPAN
Tél. / fax : (81) 3.3765.5317

EUROPE

BP130
92185 Antony Cedex- FRANCE
Tél. / fax : (33) 1.46.86.85.22

AUSTRALIE

P.O. Box 791
Bankstown, NSW 2200
Tél. / fax : (61) 2-9757-3072

